

Délibération n° 3.03
Rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2021

Intervention de Stéphane BARRE

Monsieur le Président,

Le contexte dans lequel s'élabore notre budget étant suffisamment noir et inquiétant, autant commencer léger cette intervention au nom de notre groupe, par des remerciements.

Des remerciements adressés à la direction des finances et à ses agents qui ont travaillé ce rapport d'orientations budgétaires.

Des remerciements pour la clarté de leur présentation, pour la qualité de ce rapport, et pour la mine d'informations utiles qu'il compile.

Et des remerciements, une fois n'est pas coutume, à la Chambre Régionale des Comptes pour son petit coup main apprécié donné aux groupes d'oppositions de notre Conseil.

Car comme c'est précisé dans votre introduction, ce rapport s'enrichit notamment pour répondre aux observations de la Chambre, sur le peu de visibilité jusqu'à présent de la politique pluriannuelle d'investissements de notre collectivité.

Et sur la nécessité d'une meilleure information sur nos effectifs.

Je cite pour mémoire son dernier rapport : « *Les données transmises aux élus et aux instances représentatives font état d'effectifs plus élevés que ceux présentés par la DRH à la Chambre* » ou encore : « *Les données relatives aux effectifs n'apparaissent pas fiables* ».

Vision pluriannuelle des investissements et vision comparative des effectifs, voilà deux revendications que nous exprimons depuis votre arrivée aux manettes, et qui sont enfin satisfaites aujourd'hui.

Monsieur le Président, je vous en remercie.

Je note que la voix des magistrats porte plus à vos oreilles que celle des élus d'opposition, pourtant nous disions sur ces sujets la même chose.

Faute de temps, je n'ai pas eu le loisir de compter le nombre de fois où mes collègues et moi-même vous avons demandé de disposer de ces données

comparatives pluriannuels de nos effectifs, en particulier dans le champs des solidarités.

Mais ce que je peux vous en dire en revanche, c'est que cela valait le coup de les attendre.

Car ces données valident nos analyses et nos inquiétudes.

La crise que nous affrontons est sans précédent dans sa vigueur et ses conséquences. C'est indéniable. Sauf qu'il ne faudrait pas oublier qu'avant la Covid nous en affrontions une autre, depuis 2008.

Tous les rapports présentés devant cette assemblée dans le champ des solidarités, n'ont cessé de démontrer, année après année, que cette crise impactait fortement de trop nombreux seinomains, sans que visiblement les politiques conduites dans la même période au sommet de l'Etat parviennent à nous en sortir.

Et même lorsqu'en décembre 2017, votre excès d'optimisme envers les orientations macronistes mises en œuvre alors depuis 9 mois, vous avait fait inscrire au BP 2018 une diminution des crédits nécessaires pour faire face aux urgences sociales, pour le versement du RSA notamment, en juin 2018 vous aviez du vous résoudre à inscrire 8,5 Millions de plus au budget supplémentaire.

Et bien durant toute cette période sous tension pour faire face aux urgences sociales, au sein de la collectivité des solidarités par excellence, qu'observe-t-on aujourd'hui :

- **Vous avez diminué les effectifs de 7%, 474 postes supprimés.** Nous les avons estimé et dénoncé à plusieurs reprises à hauteur de 500, avouez que nous n'étions pas loin du compte.
- **Au sein de la filière médico-social, la baisse des moyens humains fut même de 8,52 %** sur les emplois non titulaires et titulaires cumulés, avec 72 postes en moins...

Et encore ces données issues de ce rapport d'orientations budgétaires (ROB) se basent sur un comparatif des effectifs entre 2016 et 2020, 2019 pour l'évolution des postes par filière.

Je serais curieux de confronter le présent comparatif avec les effectifs en 2015 lors de votre élection...

Je passe sur les données de la masse salariale, elles viennent simplement confirmer ces mêmes éléments. Ces dépenses ont encore diminué de 1,1%, soit 2,5 Millions en 2019 par rapport à 2018.

Ca c'est pour le passé, enfin pour le passif plus précisément, d'avant la sur-crise provoquée par la COVID.

Et là, deuxième enseignement à la lecture du rapport...

L'urgence sociale déjà forte en début d'année, explose du fait de cette nouvelle crise, tous les indicateurs, de pauvreté, de précarité, de chômage progressent à un niveau alarmant.

Monsieur le Président, dans votre introduction, vous soulignez par exemple qu'il nous faudra mobiliser près de 30 millions d'euros par rapport à notre précédent budget pour répondre aux besoins du RSA.

Un chiffre malheureusement éloquent et d'un niveau effrayant quand on songe que dans la pire année de ce mandat jusqu'à présent, l'année 2018 que j'évoquais à l'instant, la hausse des dépenses RSA non budgétées au BP s'était élevée à 8,5 Millions.

Aujourd'hui, c'est près de 4 fois plus.

Et bien avec tout cela, que disent vos orientations sur les moyens humains supplémentaires qu'il nous faut mobiliser ? Rien...

Vous ne fixez aucune orientation pour faire progresser les effectifs de nos services en charge d'accompagner et de répondre aux besoins des seiniomars aux prises avec les conséquences multiples de cette crise.

Pour accompagner ces 10% de bénéficiaires du RSA supplémentaires que vous estimez ?

Première incompréhension de notre part.

** **
**

Avant de vous faire part de la seconde, je me permets de vous formuler une nouvelle suggestion sur le sujet que je viens de développer pour enrichir plus encore ce rapport annuel, même si j'ai bien conscience qu'elle s'adresse davantage à votre successeur post élection départementale du printemps prochain.

Mais comme nous n'avons pas encore le plaisir de le connaître, l'administration fera suivre...

La première partie du ROB détaille le contexte économique et normatif. On y trouve des informations utiles, et j'imagine obligatoire, sur le taux de croissance, le PIB, l'inflation... mais rien sur les indicateurs sociaux à l'exception du chômage.

Pourtant nous sommes la collectivité des solidarités.

Comment appréhender le contexte budgétaire dans lequel nous évoluons, en limitant les données aux seules données économiques, sans les étendre aux données sociales, en grande partie liées aux conséquences de la situation économique, mais pas seulement.

D'autres facteurs que l'économie viennent également interagir sur la situation sociale de nos concitoyens.

La pauvreté, la précarité, le mal logement, le mal soigné.

Ces données existent à travers n'innombrables rapports, à commencer par ceux de l'Observatoire des inégalités.

Ces données auraient toute leur place dans ce ROB annuel.

** **
**

Je reprends mon propos sur vos orientations pour évoquer maintenant nos recettes. Et pour le coup, nous pourrions être d'accord avec ce qui est écrit ici sauf que vous vous arrêtez à la frontière des constats.

- Après avoir subi le désengagement financier de l'Etat à travers ses dotations ;
- Après avoir encaissé son retrait progressif du financement des allocations obligatoires de solidarité qui a eu pour conséquence de nous faire supporter un reste à charge sur le RSA, l'APA et la PCH de 204,3 Millions en 2020, contre 139,2 millions en 2012, soit 65 Millions de charge supplémentaire, 47% d'évolution, excusez du peu ;
- Après vous avoir fait signer, nous nous sommes désolidarisés, un contrat de contraintes pour compresser nos dépenses ;

Voilà qu'il vient réduire encore un peu plus nos marges de manœuvre et nos leviers.

Vous l'avez dit, vous l'avez écrit, et nous partageons :

« 2021 sera le 1^{er} budget sans taxe foncière sur les propriétés bâties. Sans cet impôt, le Département perd son principal levier fiscal et une grande partie de la fiscalité directe qu'il percevait.

En effet, c'est en 2021 que s'appliquera, pour la 1^{ère} fois, la loi de finances pour 2020 qui acte le transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties au bloc communal. »

Or, comment avons-nous fait, tant bien que mal, pour assumer nos charges et nos missions depuis des années, malgré un Etat qui se fait la male ?

Et bien, en comptant sur des recettes fiscales dynamiques !

Vous vous glorifiez de n'avoir pas augmenté les taux d'imposition sur ce mandat, sauf que vous n'en aviez pas besoin...

Les impôts des seinomarins ont augmenté mécaniquement sous l'effet des augmentations et des revalorisations successives des bases fiscales, au point que pour garantir la stabilité fiscale que vous proclamez, il vous aurait fallu baisser les taux...

Ainsi comme le souligne le rapport, de 2016 à 2020, les bases de la Taxe foncière ont progressé bien plus que l'inflation, à hauteur en moyenne de 2,2% par an... les impôts des seinomarins également, et nos recettes fiscales bien sur tout autant...

Or, suppression de la taxe foncière sur les propriétés bâties, égale fin de dynamique fiscale qui rappelons-le s'élève à 8 Millions d'euros qui sont désormais perdus.

Et comme la crise va affecter une autre recette qui a connu une forte évolution ces dernières années, les droits de mutation, nous perdons d'un coup de la ressource et dans de grandes proportions...

Le problème est donc limpide : ce gouvernement comme les précédents d'ailleurs, après nous avoir fait les poches, ôte peu à peu aux collectivités et aux départements notamment, leur faculté à librement s'administrer.

De là à y voir le retour du funeste dessein des libéraux de tout poil à supprimer les départements, il n'y a qu'un pas que je franchirai.

Alors comme ils ne sont pas que stupides, cette fois il n'y vont pas à la hâte en voulant supprimer l'échelon départemental, ils l'administralisent, ils la dépolitisent... en lui enlevant progressivement ses facultés à agir librement à partir des orientations arbitrées par les électeurs.

Et bien malgré tout cela, malgré tous les éléments de ce rapport qui étaient ces constats, que dites vous à part : « ça se complique » ou « ça va être difficile » ? Rien !

On se rebelle ? On revendique ? On va chercher notre dû après de l'Etat ?

Que dalle...

Décidément quelle docilité vis-à-vis du gouvernement.

Vous connaissez la formule qui ne dit mot consent...

Pour 120 Millions sur 5 ans, qui d'après vous peuvent être mis au crédit de votre propre action volontariste, nous nous disons zélée, en faveur du désendettement de notre collectivité, vous ne tarissez pas de satisfactions.

A vous lire Monsieur le Président, on serait même tentés de croire que dans le marasme économique et sociale que nous affrontons, le résultat de votre gestion représente la seule planche de salut qui va nous permettre de nous en sortir...

La ficelle est un peu grosse...

Moi je parle ici d'une dette contractée par l'Etat, d'une dette sociale envers les seionomarins qui s'élève sur 6 ans, la durée de ce mandat, à plus d'un milliard. C'est-à-dire plus que notre endettement actuel. Et encore je laisse tomber des intérêts...

Une captation de nos ressources expliquée depuis des années, pour nous forcer à contribuer à résorber l'endettement de l'Etat, un endettement dont tout le monde visiblement se contrefout désormais, puisque rien n'est de trop pour soutenir l'économie.

Ses emplois, mais aussi ses profits et ses capitaux. Des emplois qui malgré tout morflent sévères, mais des profits qui eux se portent toujours aussi bien... merci pour eux.

Et que proposez vous dans vos orientations pour que cette dette nous soit remboursée ? Rien.

Qui se mobilise ici pour que ce gouvernement ne vienne pas encore alourdir notre fardeau budgétaire, en venant faire financer une partie de son plan de relance par une baisse des impôts de production qui, comme vous l'anticipez, va nous impacter ?

En d'autres termes, il diminue nos leviers, il conditionne nos recettes à son bon vouloir dans une période où déjà la collecte fiscale se trouve percutée par les effets de la crise.

Et pourtant l'économie aura besoin de notre capacité à investir pour la soutenir par nos commandes et nos marchés.

En marche oui ! Mais à la baguette ou sur la tête !

** **
**

Le dernier volet de notre intervention porte sur l'endettement...

Vous estimez l'encours de la dette à 945 Millions au 31 décembre prochain.

Il était de 1,236 Milliards au 1^{er} janvier 2015, soit une diminution de 290 Millions, environ 20%. Dont acte.

Pour ne pas m'aventurer dans une analyse non étayée, j'ai repris tous vos rapports annuels sur la gestion de la dette pour expliquer le tableau reproduit en page 65 du ROB relatif au désendettement de notre collectivité.

Sur ces 290 Millions de désendettement :

- 30,7 Millions s'expliquent par les transferts à la Métropole ;
- 200 Millions par le désendettement naturel, c'est-à-dire le remboursement contractuel, moins les besoins d'emprunt nouveaux.

80% du désendettement s'explique, par le contexte.

Exemple, le taux moyen annuel de l'encours total de la dette est estimé à 2,02% à fin décembre comme le souligne le ROB. Il était de 2,76% au 31 décembre 2015.

Vous en voulez un autre ?

Le taux des contrats souscrits à taux fixe est aujourd'hui de l'ordre de 1,80%, il était compris en 2014 entre 2,95% et 3,98%...

Allez encore un : les renégociations avec les banques ont permis de revoir fortement à la baisse les taux de 136 Millions précédemment empruntés...

Quant aux charges financières, elles auront baissé de près de 18 millions sur le mandat (18 Millions estimés en 2020 contre 32 Millions en 2015) en raison de tout ce que je viens de souligner...

Alors oui au regard de ces éléments factuels :

- Remboursement naturel des emprunts
- Renégociation des taux
- Effondrement des taux
- Transferts à la Métropole

notre collectivité se serait de toute façon désendettée de manière significative sur ce mandat, et les charges financières auraient de toute façon fortement diminué, sans avoir besoin d'en rajouter à la marge pour afficher une orientation dogmatique.

Car ce que vous avez retranché à des budgets utiles, ou sur le compte des effectifs, de notre capital humain, pour servir cette orientation, a certes contribué à réduire un peu plus que prévu la dette financière de la collectivité, mais au prix d'un accroissement de notre dette sociale.

Les 10 Millions annuels que la précédente majorité avait déjà mobilisée, sans notre accord d'ailleurs, au profit de cet affichage aurait largement suffi.

** **
**

En conclusion, la crise frappait déjà fort l'année dernière et vous vous contentiez de la gérer tant bien que mal, obnubilés que vous étiez par le désendettement zélé, et donc sans mobiliser les moyens, humains notamment, que requérait une urgence sociale en progression.

Cette année, la crise va frapper encore plus fort et dans des proportions que nul ne peut encore imaginer, et vos orientations viennent simplement nous dire ce que vous comptez faire en gestionnaire comptable...

Sur la dette, l'épargne brute, sur la capacité d'investissement...

Mais rien qui ne soit réellement à la hauteur de la vague qui nous attend.

Nous verrons dans un mois si vous avez pris la mesure des mesures qu'il nous faut sans plus tarder mettre en œuvre...